



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 octobre 2010

CONTENU

Propriété intellectuelle

Les négociations de l'ACAC (ACTA) achoppent sur les indications géographiques 1

Relations commerciales

La Maison-Blanche donne son aval à l'accession de la Russie à l'OMC 2

Le Congrès approuve les traités de défense avec le Royaume-Uni et l'Australie..... 3

Études économiques et articles connexes..... 4

Politique commerciale américaine

Les négociations de l'ACAC (ACTA) achoppent sur les indications géographiques

La 11^e réunion du cycle de négociations de l'Accord commercial anticontrefaçon (ACAC, ACTA en anglais), qui a eu lieu à Tokyo du 23 septembre au 1^{er} octobre, n'aura pas permis aux participants, comme prévu initialement, d'en arriver à une entente finale. Malgré l'annonce d'une entente de principe, plusieurs sources confirment que des différends sont encore manifestes entre les États-Unis et l'Union européenne (UE). La reconnaissance des brevets et des indications géographiques (IG) ainsi que l'étendue de l'application des contrôles douaniers sont au cœur du contentieux. Une des principales caractéristiques de l'ACAC est d'accroître grandement l'obligation de contrôle des biens protégés par des droits de propriété intellectuelle (DPI) aux frontières des signataires.

L'Europe tient à faire reconnaître les IG comme DPI au sein de l'ACAC, au même titre qu'une marque de commerce ou un droit d'auteur. Cela obligerait tous les signataires, non seulement à interdire l'identification des produits simulant une IG reconnue dans un pays signataire, mais à intercepter le transit à leurs frontières. De nombreux produits européens sont soumis à des appellations d'origine contrôlée (AOC), ce qui leur confère une valeur ajoutée. La reconnaissance des IG est fondamentale pour l'UE, à un point tel qu'elle a menacé de se retirer des discussions si celles-ci n'étaient pas adéquatement protégées. Les États-Unis préfèrent de leur côté encourager les entreprises à enregistrer les IG comme des marques déposées et ne souhaitent pas devoir contrôler à leur frontière les produits protégés par des IG. Les négociateurs américains ont donc proposé de reconnaître les IG comme DPI protégés, mais de rendre optionnelle l'application des contrôles douaniers sur ces produits, tels que définis à la section 3. Les États-Unis craignent que des marques déposées enregistrées aux États-Unis n'entrent en conflit avec des IG européennes si ces dernières se voyaient attribuer un statut légal entièrement équivalent aux premières. Les participants seraient donc soumis à des normes minimales, mais pourraient choisir d'appliquer des normes plus sévères à la pièce. Puisque les IG pourraient être enregistrées comme marques déposées, l'UE craint que cette démarche en vienne à marginaliser ses systèmes d'AOC nationaux, qu'elle souhaite au contraire voir étendus.

L'UE et les États-Unis ne s'entendent pas non plus sur l'application de mesures de contrôles aux frontières sur les produits brevetés. Les États-Unis privilégient, encore une fois, l'application d'une approche à la pièce, où chaque signataire serait libre de mettre en pratique ou non ces contrôles. L'obligation de contrôler le transit des produits brevetés serait un obstacle majeur au



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 octobre 2010

commerce des médicaments génériques. L'UE, qui reprend l'argumentaire des lobbys pharmaceutiques, souhaite au contraire voir les normes internationales qui encadrent les brevets être renforcées.

Rappelons que les négociations sur l'ACAC, initiées par les États-Unis en 2008, ont pour but d'aboutir à un accord plus contraignant que les obligations minimales relatives aux DPI auxquelles sont assujettis les membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et de l'OMC. Les États-Unis souhaitent diminuer de façon importante le commerce de produits contrefaits, notamment en limitant l'échange de fichiers piratés sur l'internet et en augmentant la capacité des services douaniers à intercepter des marchandises contrefaites. Toutefois, le processus de négociation de l'Accord soulève la controverse. Plusieurs élus dans les pays participants ainsi que des groupes de défense des utilisateurs d'internet déplorent qu'elles se soient déroulées à huit clos, sans consultation auprès des représentants politiques ou de la société civile.

Sources : « ACTA Negotiators Discuss Compromise To Resolve Scope Impasse », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 38, 1^{er} octobre 2010. Elaine Lies, « Countries reach tentative anti-counterfeiting pact », *Reuters*, 2 octobre 2010, en ligne : <http://www.reuters.com/article/idUSTRE6910AO20101002>

Relations commerciales

La Maison-Blanche donne son aval à l'accession de la Russie à l'OMC

Les négociateurs américains et russes à Genève en sont arrivés à une entente pour assurer l'appui des États-Unis à l'accession de la Russie à l'OMC. Cette entente est le résultat d'un blitz de négociations entamé le 24 juin dernier afin de résoudre les derniers contentieux bilatéraux entre les deux parties. Les présidents Obama et Medvedev avaient alors convenu du 30 septembre comme date d'échéance pour les discussions.

Les États-Unis avaient déjà fait connaître leurs priorités quant aux changements qu'ils souhaitaient voir être apportés au régime commercial russe dans une série de neuf accords bilatéraux signés en novembre 2006.¹ La Russie s'y était engagée à modifier certaines de ses lois et pratiques nationales. Les négociateurs ont constaté une conformité suffisante avec les exigences américaines pour recommander à l'Administration Obama de lever ses réserves. L'accord sur l'application des droits de propriété intellectuelle (DPI) a été au centre des discussions. Le gouvernement russe a notamment apporté des changements à son encadrement de l'internet, aux DPI reconnus aux entreprises pharmaceutiques, à ses pratiques de contrôle des exportations, à son application des règles sanitaires et phytosanitaires et à la gestion de ses entreprises d'État.

« [...] Que la Russie se joigne au système basé sur les règles de droit de l'OMC est certainement dans l'intérêt des États-Unis, et nous continuerons d'apporter notre appui à la Russie pendant qu'elle complète son processus d'accession. »

– Ron Kirk, 1^{er} octobre 2010.

¹ Pour plus de détails sur ces accords bilatéraux, consulter la page de l' USTR consacrée au processus d'accession de la Russie à l'OMC : USTR <http://www.ustr.gov/trade-agreements/wto-multilateral-affairs/wto-accessions/russian-federation>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 octobre 2010

Le processus d'accèsion à l'OMC exige que le requérant reçoive l'appui de tous les membres de l'organisation avant de pouvoir s'y joindre. L'aval des États-Unis à l'accèsion de la Russie est une étape majeure, mais ne garantit pas son adhésion imminente. Elle a toujours des contentieux bilatéraux sensibles avec l'Europe au sujet de son régime de taxation à l'exportation des matières premières. Elle est aussi en discussions avec le groupe de Cairns au sujet de ses subventions agricoles. La Russie est l'un des derniers grands États à ne pas être membre de l'OMC. Rappelons que le processus d'accèsion de la Russie a été retardé à de nombreuses reprises au cours des dernières années. Le gouvernement russe s'est rétracté à plusieurs reprises après avoir offert des concessions commerciales. Le dernier obstacle en lice était son projet d'adhésion en tant qu'union douanière avec la Biélorussie et le Kazakhstan. Elle a, depuis, abandonné ce projet. Moscou paraît vouloir en finir rapidement avec le processus d'accèsion et se montre ouvert à des concessions. Plusieurs analystes croient cependant que son adhésion complète à l'OMC pourrait prendre encore quelques années.

Pour consulter l'annonce officielle de l'appui des États-Unis à l'accèsion de la Russie, voir : White House <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/10/01/read-out-presidents-call-with-russian-president-medvedev>
Pour consulter la réaction de l'USTR à l'annonce, voir : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/october/ustr-kirk-welcomes-bilateral-resolution-key-wto-is>

Sources : « U.S. Expected To Wrap Up Bilateral Deal On Russia WTO Accession Soon », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 38, 1^{er} octobre 2010. Alan Beattie, « Russian hopes of WTO entry rise », *Financial Times*, 2 octobre 2010, en ligne : [Financial Times http://www.ft.com/cms/s/0/71244994-cdb0-11df-9c82-00144feab49a.html](http://www.ft.com/cms/s/0/71244994-cdb0-11df-9c82-00144feab49a.html)

Le Congrès approuve les traités de défense avec le Royaume-Uni et l'Australie

Le 29 septembre dernier, le Sénat a ratifié les traités de coopération sur le commerce de produits et services liés à la défense (*Defense Trade Cooperation Treaties*) avec le Royaume-Uni et l'Australie. Ces traités, approuvés par l'Administration Bush respectivement en juin et en septembre 2007, dispensent les entreprises et les agences gouvernementales ciblées de se soumettre à l'essentiel des procédures de contrôle des exportations rattachées à la régulation sur le trafic international d'arme (*International Traffic in Arms Regulations (ITAR)*). Cette régulation, mise en place en 1976, encadre le commerce des services de défense et des produits répertoriés dans la *United States Munitions List (USML)*. Les traités éliminent les délais de 3 à 12 mois normalement alloués pour l'octroi des licences par le département d'État. Avant la ratification, plus de 99 % des demandes de licences en provenance du Royaume-Uni et de l'Australie étaient acceptées. L'industrie de la défense a longtemps critiqué cette barrière au commerce datant de la guerre froide. Les traités n'instaurent pas un libre-échange complet dans le domaine, puisque certains services et produits nécessiteront toujours une licence d'exportation, mais ils devraient favoriser la croissance du commerce et la coopération en matière de défense entre les trois États.

L'Administration Obama avait fait du passage de ces traités une priorité. Ils concordent avec la politique de modernisation des procédures de contrôle des exportations que l'Administration a adoptée.² Le délai de trois ans dans les procédures de ratification s'explique par les craintes de nombreux sénateurs de voir des technologies américaines sensibles devenir accessibles sur le marché international. L'application des traités nécessitait aussi des modifications à certaines lois. Plusieurs sénateurs ont émis des craintes face à l'intégration croissante du complexe militaro-industriel anglais avec celui d'Europe continentale. Ces réserves ont été dissipées et la loi

² Pour plus de détails sur la réforme du système de contrôle des exportations, consultez les Chroniques commerciales américaines du [28 avril 2010](#) et du [9 septembre 2010](#).



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 octobre 2010

amendée par le projet de loi S. 3581, la loi sur la ratification des traités de coopération sur le commerce de produits et services liés à la défense (*Defense Trade Cooperation Treaties Implementation Act of 2010*), votée par le Congrès suite à la ratification des traités.

Le périodique électronique Defense Industry Daily publie deux pages qui résument le développement des traités de défense entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie :

Royaume-Uni : <http://www.defenseindustrydaily.com/us-uk-treaty-aims-to-ease-itar-export-control-burdens-04371/>

Australie : <http://www.defenseindustrydaily.com/australia-signs-defense-trade-agreement-with-usa-03758/>

Sources : Department of State, « U.S. Defense Trade Cooperation Treaties with U.K., Australia », *America.gov*, 30 septembre 2010, en ligne : <http://www.america.gov/st/texttrans-english/2010/September/20101001111411su5.504572e-02.html> Theodore Bromund, « Senate Action on U.S.-U.K. Defense Trade Cooperation Treaty Represents Important Progress », *The Heritage Foundation*, 28 septembre 2010, en ligne : <http://www.heritage.org/research/reports/2010/09/senate-action-on-us-uk-defense-trade-cooperation-treaty-represents-important-progress>

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

« US ratifies defense pacts with Britain, Australia », *AFP*, 30 septembre 2010, en ligne : <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iQQFp9sZfRwQ8AP8772Kqu2FGHvW?docId=CNG.f7300ef74beeac43ac28cc1528e9eb16.151>

Boris Manenti, « Le Parlement européen vote en faveur de la répression du téléchargement », *Le Nouvel Observateur*, 22 septembre 2010, en ligne : <http://hightech.nouvelobs.com/actualites/20100922.OBS0221/le-parlement-europeen-vote-en-faveur-de-la-repression-du-telechargement.html>

Chinmei Sung, « China Says It Will Determine Yuan Rate Independently », *Bloomberg*, 27 septembre 2010, en ligne : <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aGxJs3HEoYaM>

Christophe Auffray, « Rapport Gallo : les eurodéputés favorables à une ligne dure dans la lutte contre le téléchargement », *ZDNet France*, 22 septembre 2010, en ligne : <http://www.zdnet.fr/actualites/rapport-gallo-les-eurodeputes-favorables-a-une-ligne-dure-dans-la-lutte-contre-le-telechargement-39754787.htm>

Chong Pooi Koon et Sophie Leung, « Large Yuan Gain 'Not Good for Anybody,' Former PBOC Adviser Fan Gang Says », *Bloomberg*, 27 septembre 2010, en ligne : <http://www.bloomberg.com/news/2010-09-27/large-yuan-gain-not-good-for-anybody-former-pboc-adviser-fan-gang-says.html>

Mark Drajem, « U.S. Sets Anti-Dumping Duties on China-, Mexico-Made Copper Piping, Tubes », *Bloomberg*, 27 septembre 2010, en ligne : <http://www.bloomberg.com/news/2010-09-27/u-s-sets-anti-dumping-duties-on-china-mexico-made-copper-piping-tubes.html>

Michael Geist, « Deal or No Deal?: Japan ACTA Round Ends With Near Agreement », *Michael Geist Blog*, 1^{er} octobre 2010, en ligne : <http://www.michaelgeist.ca/content/view/5342/125/>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 octobre 2010

Miya Tanaka, « Regional trade pacts take Pacific spotlight ahead of APEC summit », *Japan Times*, 27 septembre 2010, en ligne : Japan Times <http://search.japantimes.co.jp/cgi-bin/nn20100927a6.html>

Russell Berman, « Hoyer to tout manufacturing agenda », *The Hill*, 27 septembre 2010, en ligne : The Hill <http://thehill.com/homenews/house/121207-hoyer-to-tout-dems-manufacturing-agenda->

William Mauldin, « Russia and U.S. Reach WTO Agreement », *Wall Street Journal*, 1^{er} octobre 2010, en ligne : Wall Street Journal <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703859204575525823454130734.html>

Études économiques et commerciales :

Robert W. Steiger et Alan O. Skyes, « 'Currency manipulation' and world trade », *World Trade Review*, vol. 9, no. 4, p. 583 -627.

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



[Pour vous abonner à la liste de diffusion](#)



[Pour vous abonner au fil RSS](#)